

Écoles sécurisées : mieux former les directeurs

La ministre de l'Éducation relance, en cette nouvelle année scolaire, les formations données par la police

De nombreuses écoles ont profité des vacances pour sécuriser leurs bâtiments. La ministre de l'Éducation, Marie-Martine Schyns (cdH), lance de nouvelles séances de formation pour que les directeurs sécurisent leurs établissements de la manière la plus efficace.

En novembre 2015, juste après la fermeture, pendant plusieurs jours, des écoles bruxelloises suite au passage au niveau 4 de la menace terro-

riste, une première circulaire indiquait aux directions des mesures de sécurité adéquates. Un autre document les invitait ensuite à des formations, données par la police, « dans l'objectif de renforcer la stratégie de prévention de menaces ou d'intrusions offensives ». L'initiative a eu un franc succès (120 directeurs ont suivi la formation) et la ministre la reconduit cette année. « Les directions peuvent, par ailleurs, faire appel à des spécialistes de nos équipes mobiles qui viendront leur donner des conseils pour sécuriser leurs bâtiments », explique encore le cabinet.

riser leurs bâtiments », explique encore le cabinet.

SAFE ROOM : LA POLÉMIQUE

Un budget a été prévu... mais pas pour financer des travaux dans les écoles.

Vous lirez ci-dessous les efforts que certains ont consentis pour améliorer la sécurité : grilles, caméras, portes blindées... Mais peu de « safe rooms ». Rappelez-vous, c'était une recommandation de Joëlle Milquet, à l'époque ministre de l'Éducation : créer une « safe room » dans chaque école, une pièce sécurisée pour accueillir

les élèves en cas d'intrusion menaçante... Elle avait été largement raillée.

« On a caricaturé l'idée. Cela n'avait rien de ridicule, c'est même le conseil numéro un des experts en cas d'intrusion violente », explique un spécialiste de ces

dossiers. « Il suffisait d'une ou de plusieurs pièces, comme des remises, en fonction de la configuration des écoles, pièces que l'on pouvait barricader ou doter d'une porte blindée. »

Au cabinet, on ne relance en tout cas pas ce débat-là... ●

DIDIER SWYSEN

La ministre Schyns les multiplie par six

Référents radicalisme dans nos écoles : on passe de 2 à 12!

Autre information importante dans le délicat dossier du radicalisme à l'école : la ministre Schyns vient de décider de multiplier par six le nombre de « référents radicalisme » à même d'intervenir dans les écoles. Ils étaient deux jusqu'ici, ils seront douze dans les prochains mois. La décision devrait être consacrée dans une circulaire à paraître au mois d'octobre. La décision d'engager deux « référents radicalisme » a été prise

après l'attentat contre Charlie Hebdo, en janvier 2015, à Paris. Il s'agissait de faire face à la situation d'un jeune qui semble être dans un processus de radicalisation.

Leur job : accompagner, soutenir et orienter les acteurs de l'enseignement sur cette problématique complexe. Le référent peut travailler avec différents services selon le type de cas : avec la police, avec les structures d'aide à la

jeunesse, avec les services de la commune, en impliquant les parents...

24 CAS EN 2015

Pour chacun des cas, ils collaborent étroitement avec les services compétents afin d'analyser les fondements réels de la menace et les réponses adéquates à donner via le service compétent.

« Les demandes sont centralisées par le « référent radicalisme », ex-

plique-t-on à l'Éducation. « En fonction de l'objet de la demande, une réponse peut être donnée par téléphone (dans le cas d'un simple renseignement sur la thématique, par exemple) ou un agent du service des équipes mobiles peut se rendre sur place. »

En 2015, on a dénombré 24 cas traités par ce service au sein de nos écoles. Les dossiers les plus inquiétants ont été transférés au parquet. ●

D.SW.

Voici comment les écoles de vos enfants ont été sécurisées

Jeudi matin, vous découvrirez sans doute de petits ou grands aménagements dans l'école de vos enfants...

LIÈGE : ON ENTRE SI ON EST IDENTIFIÉ

Dans l'enseignement communal liégeois, on met l'accent sur la sécurisation des entrées et des

sorties, ainsi que sur la formation des directeurs. « La police a formé les directeurs quant aux procédures en cas d'attaque », explique Pierre Stassart, l'échevin de l'Instruction publique. « L'objectif est d'ouvrir les portes si on est identifié. Certains travaux sont en cours, mais le processus est lancé partout. Ce sont des mesures déjà mises en place dans

nos crèches. »

UCCLE : ENTRAÎNEMENTS CONTRE LE TERRORISME

Deux fonctionnaires de prévention ont suivi, en avril, une formation AMOK. Généralement destinée aux forces de l'ordre, elle concerne les modalités et techniques d'intervention à

l'entrée des personnes malveillantes de type « tueurs fous ». L'idée est de proposer des entraînements contre le terrorisme aux élèves. Un exercice d'envergure bien plus importante que

ce que compte faire Uccle, a déjà été réalisé le 16 février dans un collège de la Hulpe (Brabant wallon). Seul le personnel y avait pris part.

LA LOUVIÈRE: PAS D'ÉCOLES BUNKERS!

Portes fermées, vigilance accrue à l'entrée (vidéophones, caméras). «Safe rooms», portes blindées? «Pas question de faire de nos écoles des bunkers», résume l'échevin de l'Enseignement, Michele Di Mattia! «Concentrer les élèves dans une salle n'est pas une solution», explique la préfète de l'Athénée Royal de Binche, Françoise Emonts. «Une

personne mal intentionnée n'aurait plus qu'à actionner sa ceinture d'explosifs aux abords de cette pièce.»

SAINT-GHISLAIN : NOUVEAU PROJET À L'ATHÉNÉE

À l'Athénée royal, le nouveau projet de sécurisation est encore secret, mais le mode de fonctionnement va être modifié: les élèves ne passeront plus que par l'entrée principale.

MONS : PLUS D'AGENTS DE PROXIMITÉ

Catherine Houdart, l'échevine de l'Éducation, a demandé plus de surveillance à la rentrée. «Des

agents de proximité seront présents aux alentours de certaines écoles, surtout là où il y a de jeunes élèves, comme à l'école libre de Cibly.»

PÉRUWELZ : COMMENT RÉAGIR EN CAS D'ATTENTAT

À l'Athénée royal, la préfète Patricia Zaetta explique que les sites ont été sécurisés avec un sas d'entrée et des caméras. Elle pense à des cours apprenant à bien réagir en cas d'attentat, pour les élèves et le personnel.

TOURNAI : «SAFE ROOM» ABANDONNÉE À DON BOSCO

L'Institut a abandonné l'idée

d'une «safe room», à cause de «la frilosité des services de secours», explique le directeur, Dominique Henno. Les accès ont été sécurisés et limités en nombre.

HUY : PORTES COUPE-FEU ET CAMÉRAS

L'Athénée royal a investi dans des portes coupe-feu. Par ailleurs, un plan de sécurisation du bâtiment est en cours de préparation. En cas d'alerte, les enfants sont réunis dans le hall sportif. ●

A.D., C.P., G.G., N.E., C.C. ET D.V.